

COMMISSION de SURVEILLANCE  
du SECTEUR FINANCIER

NEWSLETTER  
DE LA CSSF

N°58

Novembre 2005



## PUBLICATION INTERNET

### ■ PUBLICATION DE L'ETUDE D'IMPACT

L'« Etude d'impact de l'industrie financière sur l'économie luxembourgeoise », a été mise à jour sur base des chiffres 2003 et 2004 et est disponible en français sur le site de la CSSF ([http://www.cssf.lu/fr/publications/rapport.html?cat\\_num=8](http://www.cssf.lu/fr/publications/rapport.html?cat_num=8)).

L'objectif de ces études est d'actualiser et de compléter les études précédentes et d'analyser l'évolution de l'importance de l'industrie financière dans l'économie luxembourgeoise en retenant les quatre dimensions: les revenus, la valeur ajoutée, l'emploi et la contribution aux recettes fiscales de l'Etat.

L'étude tente de considérer l'apport de l'ensemble des composantes de l'industrie financière : les activités OPC, l'activité bancaire en dehors des OPC (y compris des activités connexes comme la Bourse, la Cetrel...) l'activité d'assurance et de réassurance et l'activité des professionnels du secteur financier en dehors des OPC.

L'analyse s'appuie sur une approche par grande masse et ne vise pas une précision absolue, mais tente d'appréhender non seulement l'impact direct sur l'économie des différents acteurs, mais aussi l'impact indirect.

## STATISTIQUES

### ■ BANQUES

#### Somme des bilans des banques au 30 septembre 2005 quasi inchangée

La somme des bilans des banques établies au Luxembourg s'est élevée à EUR 758,31 milliards au 30 septembre 2005 par rapport à EUR 752,59 milliards au 31 août 2005, soit une légère hausse de 0,76%.

Au 30 septembre 2005, le nombre d'employés auprès des établissements de crédit luxembourgeois était de 22.999 unités. Ceci constitue une hausse de 0,59% par rapport au 30 juin 2005, date à laquelle l'effectif total s'élevait à 22.866 unités. L'emploi total des banques luxembourgeoises au 30 septembre 2004 s'élevait à 22.536 unités.

Le nombre de banques inscrites sur la liste officielle au 31 octobre 2005 est resté inchangé à 157 unités.

### ■ PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER (PSF)

#### Légère hausse de la somme des bilans des PSF au 30 septembre 2005

Suivant les données provisoires établies au 30 septembre 2005, la somme des bilans de l'ensemble des PSF (181 entreprises en activité) se chiffre à EUR 50,449 milliards contre EUR 55,591 milliards au mois précédent, soit une diminution de 9,25% sur une période d'un mois, et contre EUR 33,275 milliards au mois de septembre de l'année précédente, ce qui équivaut à une hausse de 51,61%.

La diminution de la somme de bilan sur une période d'un mois est attribuable exclusivement à la régression du volume d'activité de l'entité active en matière de prêt de titres. Abstraction faite de cette entité, la somme des bilans des PSF au 30 septembre 2005 a connu une augmentation de 1,66% par rapport au mois précédent.

## STATISTIQUES

En ce qui concerne l'augmentation importante de la somme des bilans des PSF sur une période d'une année, elle résulte d'une part de l'augmentation, par rapport à septembre 2004, du volume d'activité en matière de prêt de titres et d'autre part, de l'augmentation du nombre de PSF qui est passé de 165 entités au 30 septembre 2004 à 181 entités au 30 septembre 2005.

En procédant à la ventilation de la somme des bilans au 30 septembre 2005 en fonction des différentes catégories de PSF, les professionnels effectuant du prêt de titres figurent en première position. Suivent ensuite les professionnels effectuant des opérations de prêt, suivis des professionnels pouvant exercer toutes les activités de PSF permises par l'article 28 de la loi du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux et des dépositaires professionnels de titres ou d'autres instruments financiers.

Le personnel employé auprès des PSF est passé de 6.059 unités au 31 décembre 2004 à 6.334 unités au 30 septembre 2005, soit une augmentation de 275 unités sur une période de neuf mois. Comparé au 30 septembre 2004 avec un effectif de 4.984 unités, l'emploi auprès des PSF a augmenté de 1.350 unités, respectivement de 27,10% sur une période de douze mois. Cette évolution positive de l'emploi auprès des PSF est à imputer aux entreprises nouvellement agréées au cours de la période sous rubrique.

Le résultat net provisoire pour l'ensemble des PSF s'établit au 30 septembre 2005 à EUR 385,39 millions (181 entreprises en activité) contre EUR 270,82 millions (165 entreprises en activité) au mois de septembre 2004, soit une amélioration de l'ordre de 114,57 millions ou de 42,30% sur une période de douze mois.

Cette hausse considérable des résultats sur une période de douze mois est à mettre essentiellement sur le compte des dépositaires professionnels de titres et résulte seulement subsidiairement de l'augmentation du nombre des entités recensées. Le groupe des gérants de fortunes affiche par contre une baisse de leurs résultats au 30 septembre 2005, comparé aux chiffres de l'année précédente. La baisse des résultats dans ce groupe de PSF est attribuable au fait que quelques établissements ayant affiché des résultats positifs importants au 30 septembre 2004 ont abandonné, depuis lors, le statut de PSF pour adopter celui de société de gestion relevant du chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif.

La ventilation des résultats nets au 30 septembre 2005 en fonction des différentes catégories de PSF confirme la première position des dépositaires professionnels de titres ou d'autres instruments financiers. Suivent ensuite les distributeurs de parts d'opc, les gérants de fortunes et les professionnels effectuant des opérations de prêt.

### Répartition des professionnels du secteur financier selon leur statut (au 31 octobre 2005)

Catégorie	Nombre	
<i>Entreprises d'investissement</i>		
Commissionnaires	COM	14
Gérants de fortunes	GF	47
Professionnels intervenant pour leur propre compte	PIPC	14
Distributeurs de parts d'OPC	DIST	37
Preneurs ferme	PF	2
Dépositaires professionnels de titres ou d'autres instruments financiers	DEP	3
Agents de transfert et de registre	ATR	11

## STATISTIQUES

<i>PSF autres que les entreprises d'investissement</i>		
Conseillers en opérations financières	COF	11
Courtiers	COU	6
Teneurs de marché	TM	1
Personnes effectuant des opérations de change-espèces	CHES	0
Recouvrement de créances	RECO	3
Professionnels effectuant des opérations de prêt	POP	7
Professionnels effectuant du prêt sur titres	PPT	1
Administrateurs de fonds communs d'épargne	AFCE	1
Domiciliataires de sociétés	DOM	32
Agents de communication à la clientèle	ACC	12
Agents administratifs du secteur financier	AA	7
Opérateurs de systèmes informatiques et de réseaux de communication du secteur financier	IT	21
Professionnel effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés	PCG	2
Professionnels du secteur auxquels s'applique la section 1 du chapitre 2 de la partie I de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, à l'exclusion des catégories de PSF visées également par la section 2 du même chapitre	ART. 13	4
Entité pouvant exercer toutes les activités de PSF permises par l'article 28 de la loi du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux	EPT	1
<b>TOTAL *</b>		<b>182</b>

\* le même établissement peut être repris dans plusieurs catégories

### ■ ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF

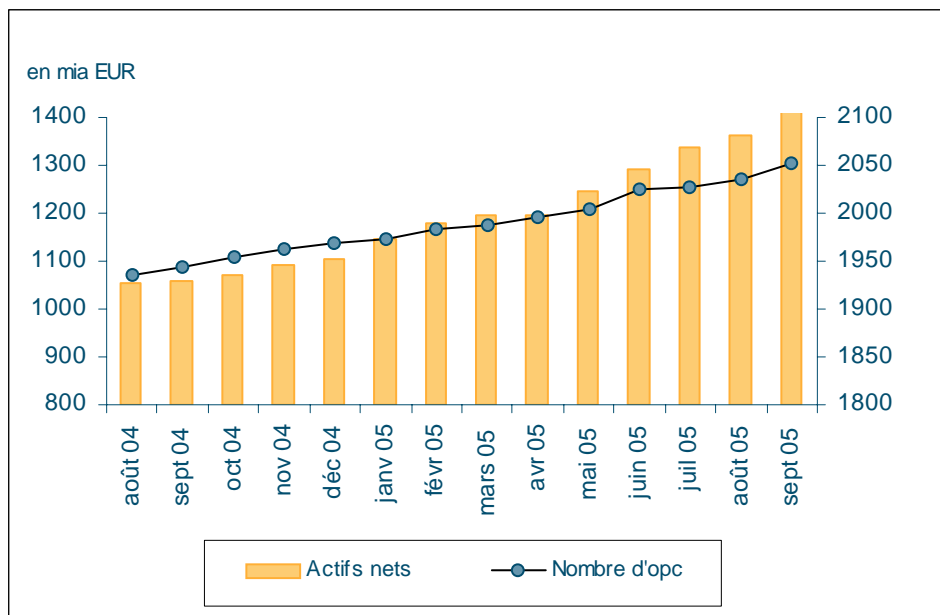
#### Patrimoine global des OPC en hausse à la fin du mois de septembre 2005

Au 30 septembre 2005, le patrimoine global net des organismes de placement collectif s'est élevé à EUR 1.423,551 milliards contre EUR 1.360,997 milliards au 31 août 2005. Le secteur des organismes de placement collectif luxembourgeois a augmenté de 4,60% par rapport au mois d'août 2005. Cette augmentation est principalement due à la hausse des principaux marchés boursiers, ainsi qu'à l'afflux de nouveau capital. Pour le mois de septembre 2005, le secteur fait état d'une augmentation de 28,69% par rapport au 31 décembre 2004 où le patrimoine global net était de EUR 1.106,222 milliards. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en progression de 34,43%.

Au cours du mois de septembre 2005, l'investissement net en capital s'est élevé à EUR 28,422 milliards. Par rapport au 31 décembre 2004, l'investissement net en capital s'élève à EUR 173,993 milliards.

Le nombre d'organismes de placement collectif pris en considération est de 2.053 par rapport à 2.036 le mois précédent. 1.278 opc ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 7.557 compartiments. En y ajoutant les 775 opc à structure classique, un nombre total de 8.332 unités sont actives sur la place financière.

## STATISTIQUES



### ■ SOCIÉTÉS DE GESTION

#### **Agrément de deux nouvelles sociétés de gestion relevant du chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif**

La CSSF informe que deux nouvelles sociétés de gestion ont été inscrites sur le tableau officiel des sociétés de gestion régies par le chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif .

Il s'agit en l'occurrence des entités suivantes :

- ALLIANCE CAPITAL (LUXEMBOURG) S.A.
- HSBC TRINKAUS INVESTMENT MANAGERS S.A..

Les sociétés seront actives dans le domaine de la gestion collective.

Suite à ces agréments, le nombre de sociétés de gestion relevant du chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et pouvant bénéficier depuis le 13 février 2004 du passeport européen par voie de libre établissement ou de libre prestation de services dans un autre Etat membre de l'Union européenne s'élève à 48 au 31 octobre 2005.

## REGLEMENTATION COMMUNAUTAIRE

### **CEBS vient de publier ses recommandations concernant la publication par les autorités de surveillance des informations prudentielles en vertu de la nouvelle directive adéquation des fonds propres**

Le Committee of European Banking Supervisors (CEBS) vient de publier ses recommandations concernant les informations prudentielles à publier par les autorités de surveillance dans le cadre de la nouvelle directive adéquation des fonds propres (CAD III). Suivant ces recommandations, les autorités de surveillance s'engagent à renforcer la transparence dans l'application de la directive en publiant un certain nombre d'informations afin de permettre au public de pouvoir comparer les différentes méthodologies et approches mises en œuvre.

Le document en question est le fruit d'une coopération étroite entre autorités de surveillance et d'un dialogue constructif avec les parties concernées.

L'infrastructure proposée est fondée sur la complémentarité entre, d'une part, des informations plus générales concernant les différents régimes de surveillance prudentielle publiées sur le site Internet du CEBS et, d'autre part, des informations plus détaillées concernant le régime de la surveillance prudentielle nationale publiées par les autorités de surveillance dans une partie consacrée de leurs sites Internet nationaux. Les parties consacrées des sites Internet des autorités nationales et celles du site Internet du CEBS adopteront la même structure.

Les recommandations du CEBS et un prototype de la future infrastructure peuvent être consultés sur le site du CEBS à l'adresse <http://www.c-eps.org/SD/SDTF.htm>. La publication d'informations prudentielles suivant les nouvelles structures aura lieu progressivement d'ici à la fin 2006 pour les informations qualitatives et d'ici mi-2008 pour les parties statistiques.

## REGLEMENTATION LUXEMBOURGEOISE

### **Nouvelle circulaire en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme**

La circulaire CSSF 05/211 du 13 octobre 2005 a pour but de regrouper, d'une façon cohérente dans une circulaire unique, toutes les indications et instructions concernant l'application pratique des obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, ceci afin d'améliorer la lisibilité de la réglementation existante. Par ailleurs, en prenant en compte les récents changements intervenus, ainsi que les expériences acquises, elle adapte les indications et instructions précises et détaillées existantes sur la façon dont les professionnels du secteur financier sont censés exécuter les obligations professionnelles que la loi leur impose afin d'éviter d'être utilisés à des fins de blanchiment ou de financement du terrorisme.

A l'avenir, après chaque modification en la matière, la CSSF émettra une version coordonnée de la circulaire CSSF 05/211.

## COMMUNIQUES DE PRESSE

### ■ COMPTES DE PROFITS ET PERTES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT AU 30 SEPTEMBRE 2005 EN HAUSSE

*Communiqué de presse du 19 octobre 2005*

Sur base de chiffres provisoires au 30 septembre 2005<sup>1</sup>, la Commission de Surveillance du Secteur Financier évalue le résultat brut avant provisions du secteur bancaire luxembourgeois à 3.387 millions d'EUR. Ce chiffre représente une hausse de 21,1% par rapport au 30 septembre 2004, date à laquelle le résultat avant provisions s'élevait à 2.797 millions d'EUR.

Les profits et pertes bancaires au troisième trimestre témoignent d'un climat d'affaires particulièrement vigoureux. La remontée des bourses entraîne une augmentation des transactions effectuées par la clientèle et partant des commissions. Elle profite également à l'activité de banque dépositaire dont les commissions sont déterminées sur base des valeurs déposées. Les revenus de commissions augmentent ainsi de 13,4% en un an. Pour la marge d'intérêts, la progression s'établit à 6,7% en glissement annuel. Cette hausse est à rapporter à la croissance soutenue du volume d'activité au niveau des bilans.

La croissance des autres revenus nets s'explique entre autres par des plus-values sur cession de participations, revenus par nature très volatiles.

Les frais généraux progressent de 5,3% en un an. Cette hausse résulte principalement de l'augmentation prononcée des frais de personnel (+7,5%). Or, la hausse du produit bancaire compense largement l'augmentation des postes de dépenses comme en témoigne la progression de 21,1% du résultat avant provisions.

#### *Compte de profits et pertes au 30 septembre 2005*

<i>Postes en millions d'EUR</i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>	<i>%</i>
<i>Marge d'intérêts<sup>2</sup></i>	<i>2.701</i>	<i>2.880</i>	<i>6,7%</i>
<i>Revenus de commissions</i>	<i>2.056</i>	<i>2.331</i>	<i>13,4%</i>
<i>Autres revenus nets</i>	<i>550</i>	<i>818</i>	<i>48,8%</i>
<b><i>Produit bancaire</i></b>	<b><i>5.306</i></b>	<b><i>6.029</i></b>	<b><i>13,6%</i></b>
<i>Frais de personnel</i>	<i>1.314</i>	<i>1.412</i>	<i>7,5%</i>
<i>Autres frais généraux</i>	<i>1.196</i>	<i>1.231</i>	<i>2,9%</i>
<b><i>Frais généraux</i></b>	<b><i>2.510</i></b>	<b><i>2.642</i></b>	<b><i>5,3%</i></b>
<b><i>Résultat avant provisions</i></b>	<b><i>2.797</i></b>	<b><i>3.387</i></b>	<b><i>21,1%</i></b>

<sup>1</sup> Les banques reprises dans l'échantillon représentent 98,5% du résultat avant provisions de l'exercice 2004.

<sup>2</sup> Y compris dividendes perçus sur les filiales.

### ■ RETRAIT DE DEUX SICAVS

*Communiqué de presse du 8 novembre 2005*

La Commission de Surveillance du Secteur Financier informe qu'elle a décidé, conformément à l'article 94(2) de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, le retrait de la liste officielle des sicavs AMIS FUNDS SICAV et TOP TEN MULTIFONDS SICAV avec effet au 7 novembre 2005.

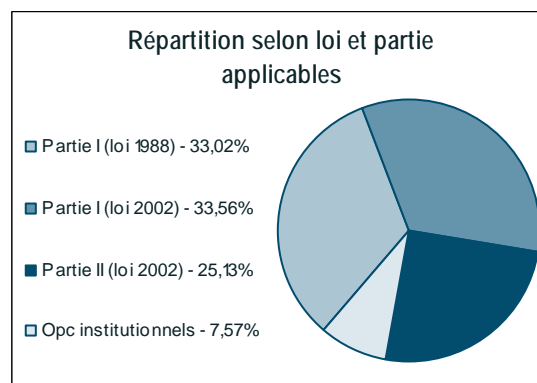
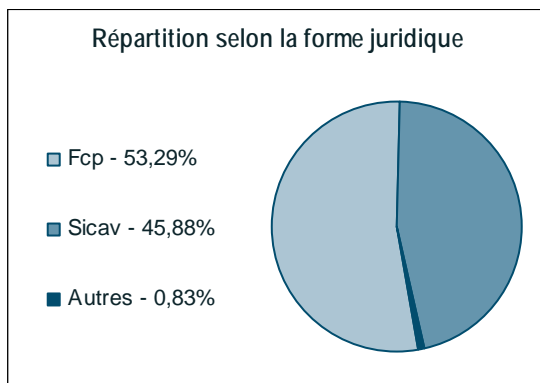
La décision de retrait de la Commission de Surveillance du Secteur Financier a été motivée par le fait que les sicavs AMIS FUNDS SICAV et TOP TEN MULTIFONDS SICAV ne respectent plus toutes les dispositions légales qui concernent leur fonctionnement ainsi que la distribution et le placement de leurs titres.

## STATISTIQUES OPC

### Statistiques trimestrielles sur l'industrie des organismes de placement collectif Situation au 30 septembre 2005

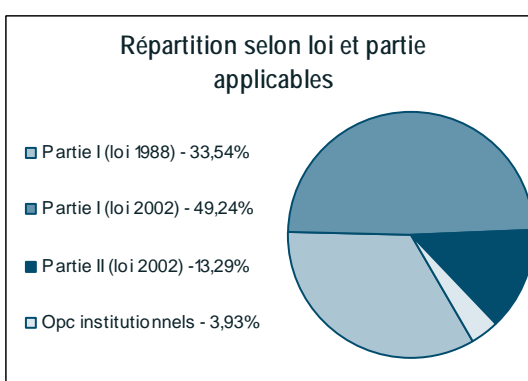
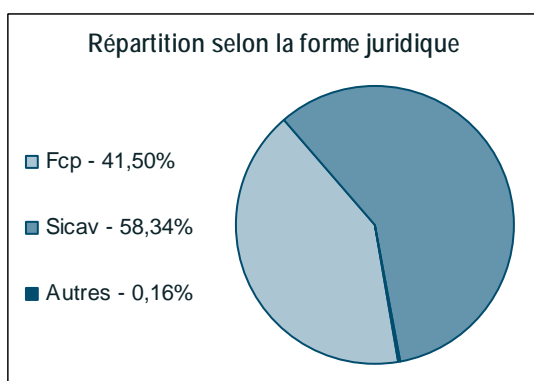
En plus des statistiques mensuelles, la lettre d'information reprend tous les trois mois des informations plus détaillées sur le secteur des fonds d'investissement, notamment en ce qui concerne l'origine des promoteurs et la politique d'investissement des OPC.

#### ■ NOMBRE D'OPC



Loi, partie \ forme juridique	FCP	SICAV	Autres	Total
Partie I (loi 1988)	315	360	3	678
Partie I (loi 2002)	504	185	0	689
Partie II (loi 2002)	174	330	12	516
OPC institutionnels	101	67	2	170
<b>TOTAL</b>	<b>1.094</b>	<b>942</b>	<b>17</b>	<b>2.053</b>

#### ■ ACTIFS NETS DES OPC



Loi, partie \ forme juridique	FCP	SICAV	Autres	Total
Partie I (loi 1988)	205,691	271,586	0,113	477,390
Partie I (loi 2002)	263,943	437,063	0,000	701,006
Partie II (loi 2002)	83,926	103,171	2,082	189,179
OPC institutionnels	37,195	18,700	0,081	55,976
<b>TOTAL</b>	<b>590,755</b>	<b>830,520</b>	<b>2,276</b>	<b>1.423,551</b>

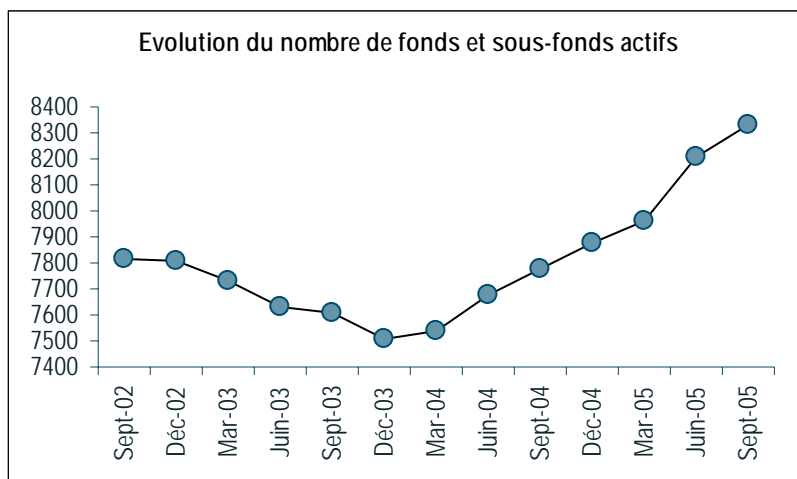


## STATISTIQUES OPC

### ■ ORIGINE DES PROMOTEURS DES OPC LUXEMBOURGEOIS

	Actifs nets (en mia EUR)	En %
Suisse	282,065	19,8%
Etats-Unis	262,988	18,5%
Allemagne	247,561	17,4%
Italie	155,067	10,9%
Belgique	124,799	8,7%
Grande-Bretagne	123,037	8,6%
France	89,218	6,3%
Pays-Bas	35,412	2,5%
Japon	27,292	1,9%
Suède	23,800	1,7%
Autres	52,312	3,7%
<b>TOTAL</b>	<b>1.423,551</b>	<b>100%</b>

### ■ EVOLUTION DU NOMBRE D'UNITES



### ■ POLITIQUE D'INVESTISSEMENT DES OPC LUXEMBOURGEOIS

	Actifs nets (en mia EUR)
VM à revenu fixe (*)	662,095
VM à revenu variable (**)	512,702
VM diversifiées	107,768
Fund of funds	119,564
Liquidités	9,327
Immobilier	4,403
Futures, options, warrants	6,900
Divers	0,792
<b>TOTAL</b>	<b>1.423,551</b>

(\*) dont 194,818 milliards d'euros en instruments du marché monétaire et autres titres à court terme

(\*\*) dont 2,368 milliards d'euros en valeurs mobilières non cotées et 0,814 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

## LISTES OFFICIELLES

### ■ LISTE DES BANQUES

#### Changement de dénomination et d'adresse :

Crédit Agricole Investor Services Bank Luxembourg est devenu

**CACEIS Bank Luxembourg**

5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

Adresse postale : B.P. 1104, L-1011 Luxembourg

### ■ LISTE DES PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER (PSF)

#### Nouvel établissement :

**FUND CHANNEL S.A.**

5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

Commissionnaire et distributeur de parts d'opc pouvant accepter et faire des paiements

Autorisation ministérielle du 21 septembre 2005

**INVESTINDUSTRIAL S.A.**

51, boulevard J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

Agent de transfert et de registre et conseiller en opérations financières

Autorisation ministérielle du 6 octobre 2005

**N.R.G. LUXEMBOURG S.A R.L.**

ZA de Bourmicht, L-8020 Bertrange

Agent de communication à la clientèle

Autorisation ministérielle du 4 octobre 2005

**SIEMENS FINANCIAL BUSINESS SERVICES S.A.**

20, rue des Peupliers, L-2328 Luxembourg

Opérateur de systèmes informatiques et de réseaux de communication du secteur financier

Autorisation ministérielle du 19 octobre 2005

**T. ROWE PRICE GLOBAL INVESTMENT SERVICES LIMITED**, Londres (Royaume-Uni),

en abrégé « TRPGIS », succursale de Luxembourg

26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

Succursale exerçant les activités de distributeur de parts d'opc

Autorisation ministérielle du 1<sup>er</sup> novembre 2005

#### Retraits :

**ACM GLOBAL INVESTOR SERVICES S.A.**

Retrait au 30 septembre 2005

**E OPPENHEIMER & SON (LUXEMBOURG) LIMITED**

Retrait au 12 octobre 2005

#### Changement de dénomination :

ABN AMRO TRUST COMPANY (LUXEMBOURG) S.A. est devenue

**EQUITY TRUST CO. (LUXEMBOURG) S.A.**

E-BUSINESS & RECOVERY CENTRE S.A. est devenue

**E-BUSINESS & RESILIENCE CENTRE S.A., en abrégé « EBRC »**

## LISTES OFFICIELLES

### Changement d'adresse :

**MEESPIERSON INTERTRUST FINANCIAL ENGINEERING S.A.**  
65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg

### ■ LISTE DES SOCIETES DE GESTION

#### Nouvelles sociétés :

**ALLIANCE CAPITAL (LUXEMBOURG) S.A.**  
18, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

**HSBC TRINKAUS INVESTMENT MANAGERS S.A.**  
1-7, rue Nina et Julien Lefèvre, L-1952 Luxembourg

### ■ LISTE DES SOCIETES D'INVESTISSEMENT EN CAPITAL A RISQUE (SICAR)

#### Nouvelles sociétés :

**AUB FRENCH LOGISTICS S.A. SICAR**  
65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg

**BALTIC PROPERTY TRUST OPTIMA S.A., SICAR**  
8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg

**FORTUNA SOLIDUM S.C.A. SICAR**  
20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg

**GECIS GLOBAL HOLDINGS SICAR S. à r. l.**  
65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte L- 1331 Luxembourg  
Changement de nom en **GENPACT GLOBAL HOLDINGS SICAR S. à r. l.**

**GECIS INVESTMENT CO. (LUX) SICAR S. à r. l.**  
65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte L- 1331 Luxembourg  
Changement de nom en **GENPACT INVESTMENT CO. (LUX) SICAR S. à r. l.**

**LA FAYETTE INVESTISSEMENT S.A., SICAR**  
69, route d'Esch L-1470 Luxembourg.

**PANGEA I, SCA, SICAR**  
560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg

### ■ LISTE DES ORGANISMES DE TITRISATION

#### Nouvel organisme :

**iStructure S.A.**  
2, Boulevard Konrad Adenauer L-1115 Luxembourg

## LISTES OFFICIELLES

### ■ LISTE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF (OPC)

Inscriptions et retraits pendant le mois de septembre 2005 de la liste officielle des organismes de placement collectif luxembourgeois qui relèvent de la loi du 30 mars 1988, de la loi du 20 décembre 2002 et de la loi du 19 juillet 1991

#### Inscriptions

- ACTIVEST GLOBALDEPOT DEFENSIV; 4, rue Alphonse Weicker; L-2721 Luxembourg
- ACTIVEST GLOBALDEPOT DYNAMISCH; 4, rue Alphonse Weicker; L-2721 Luxembourg
- PATRIARCH; 21, avenue de la Liberté; L-1931 Luxembourg
- JL CAPITAL GROWTH FUND; 1-7, rue Nina et Julien Lefèvre; L-1952 Luxembourg
- STEINFORT CAPITAL GROWTH FUND; 1-7, rue Nina et Julien Lefèvre; L-1952 Luxembourg
- WESTOPTIZINS; 30, boulevard Grande-Duchesse Charlotte; L-1330 Luxembourg
- PVV UMBRELLA FUND; 1C, Parc d'activité Syrdall; L-5365 Munsbach
- TRENDCONCEPT FUND MULTI ASSET ALLOCATOR; 21, avenue de la Liberté; L-1931 Luxembourg
- LEADERSEL; 39, allée Scheffer; L-2520 Luxembourg
- DIT-BRIC STARS; 6A, route de Trèves; L-2633 Senningerberg
- ADIG EUROPA INVEST 9/2011; 25, rue Edward Steichen; L-2540 Luxembourg
- DWS GLOBAL EQUITY FOCUS FUND; 2, boulevard Konrad Adenauer; L-1115 Luxembourg
- ADIG EUROPA INVEST 10/2011; 25, rue Edward Steichen; L-2540 Luxembourg
- CASH.LIFE PREMIUM POLICES; 2, boulevard Konrad Adenauer; L-1115 Luxembourg
- DEKA-CASH; 5, rue des Labours; L-1912 Luxembourg
- DWS ZUKUNFTSFONDS 2025; 2, boulevard Konrad Adenauer; L-1115 Luxembourg
- DWS ZUKUNFTSFONDS 2030; 2, boulevard Konrad Adenauer; L-1115 Luxembourg
- DWS ZUKUNFTSFONDS 2035; 2, boulevard Konrad Adenauer; L-1115 Luxembourg
- DWS ABS CREDIT SELECT; 2, boulevard Konrad Adenauer; L-1115 Luxembourg
- VCM GOLDING MEZZANINE SICAV II; 21, avenue de la Liberté; L-1931 Luxembourg
- AXA PRIVATE SELECTION; 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte; L-1330 Luxembourg
- BPVN ENHANCED FUND; 26, boulevard Royal; L-2449 Luxembourg
- UBS (LUX) EURO VALUE ADDED REAL ESTATE FUND; 291, route d'Arlon; L-1150 Luxembourg
- IDEA SICAV 1; 12, avenue de la Liberté; L-1930 Luxembourg
- CITIGROUP PROPERTY INVESTORS REAL ESTATE SECURITIES SICAV; 49, avenue J-F Kennedy; L-1855 Luxembourg
- PT-COM; 2, rue Heinrich Heine; L-1720 Luxembourg
- WM; 21, avenue de la Liberté; L-1931 Luxembourg
- LRI SICAV; 1C, Parc d'activité Syrdall; L-5365 Munsbach
- OSPREY FONDS; 6A, Circuit de la Foire Internationale; L-1347 Luxembourg
- STAR-SHORT TERM ABSOLUTE RETURN; 4, rue boulevard Royal; L-2449 Luxembourg

#### Retraits

- BPVN DYNAMIC INVESTMENT; 26, boulevard Royal; L-2449 Luxembourg
- BPVN CAPITAL FUND; 26, boulevard Royal; L-2449 Luxembourg
- TREVISE FUND; 672, rue de Neudorf; L-2220 Luxembourg-Findel
- DEKALOC; 39, allée Scheffer; L-2520 Luxembourg
- EUFI-PRIMA; 2, place de Metz; L-1930 Luxembourg
- EFG THEMA FUND; 39, allée Scheffer; L-2520 Luxembourg
- WORLD FUND; 50, Grand-rue; L-1660 Luxembourg
- ACM JAPAN GROWTH COMPANIES FUND; 18, rue Eugène Ruppert; L-2453 Luxembourg
- ANDORFONS INTERNACIONAL STRATEGIC FUNDS; 18, rue Eugène Ruppert; L-2453 Luxembourg
- INTER-PORTFOLIO FONDS; 13, avenue de la Porte-Neuve; L-2227 Luxembourg
- DIT-MEDIENFONDS; 6A, route de Trèves; L-2633 Senningerberg
- ADIG EUROPAPLUS STRATEGIE 9/2005; 25, rue Edward Steichen; L-2540 Luxembourg
- AQUILEIA FUND OF FUNDS; 4, boulevard Royal; L-2449 Luxembourg

## PLACE FINANCIÈRE

Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

Nombre de banques : **157** (31 octobre 2005)

Somme de bilans : **EUR 758,314 milliards** (30 septembre 2005)

Résultat avant provisions : **EUR 3,422 milliards** (30 septembre 2005)

Emploi : **22.999 personnes** (30 septembre 2005)

---

Nombre d'OPC : **2.048** (11 novembre 2005)

Patrimoine global : **EUR 1.423,551 milliards** (30 septembre 2005)

---

Nombre de SICAR : **28** (11 novembre 2005)

---

Nombre de fonds de pension : **13** (31 octobre 2005)

---

Nombre de sociétés de gestion : **48** (31 octobre 2005)  
(chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002)

Emploi : **1.372 personnes** (30 septembre 2005)

---

Nombre de PSF : **182** (31 octobre 2005)

Somme de bilans : **EUR 50,449 milliards** (30 septembre 2005)

Résultat net : **EUR 385,39 millions** (30 septembre 2005)

Emploi : **6.334 personnes** (30 septembre 2005)

---

Nombre d'organismes de titrisation : **5** (11 novembre 2005)

---

Emploi total dans les établissements surveillés : **29.124 personnes** (31 déc. 2004)

Emploi total dans les établissements surveillés : **29.929 personnes** (30 juin 2005)

Emploi total dans les établissements surveillés : **30.705 personnes** (30 septembre 2005)

---

### Newsletter de la CSSF

Conception et rédaction : Secrétariat général de la CSSF

110, route d'Arlon

L-2991 LUXEMBOURG

Tél. : (+352) 26 251 237 / 327

E-mail : [direction@cssf.lu](mailto:direction@cssf.lu)

Site Internet : [www.cssf.lu](http://www.cssf.lu)